

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

# LOUPIAC DE LA RÉOLE

ÉTUDE AU CAS PAR CAS :

**ÉVALUATION ET INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LE  
SITE NATURA 2000 DE LA GARONNE**  
(ART. R.121-14-1 CU)



**DOSSIER SOUMIS À ENQUÊTE PUBLIQUE  
DU 11/10/2016 AU 15/11/2016**

**DOSSIER APPROUVÉ EN SÉANCE DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA CDC  
DU RÉOLAIS EN SUD GIRONDE DU  
15/12/2016**

**ET PAR  
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU ..../...../.....**

**1. RAPPORT DE PRÉSENTATION**

**2. ZONAGE**

**3. RÈGLEMENT NATIONAL D'URBANISME**

**4. ANNEXES**



## PRÉAMBULE

La commune de Loupiac-de-la-Réole n'est pas concernée par un site Natura 2000 proprement dit. Toutefois, elle est périphérique de communes impactées par de tels classements.

Elle se situe dans le bassin versant de la Garonne, en tête de réseau hydrographique, ce qui signifie que l'aire d'influence de la commune s'étend jusqu'au site Natura 2000 de la Garonne (via les interconnexions des fossés et cours d'eau). Elle est également périphérique des sites Natura 2000 de la Bassane et du Lisos.

Conformément à l'article R121-14-1 du Code de l'Urbanisme, la carte communale doit faire l'objet d'un examen au cas-par-cas des incidences du plan sur l'environnement en préambule d'une éventuelle évaluation environnementale.



## 1. PRÉSENTATION DE LA CARTE COMMUNALE DE LOUPIAC-DE-LA RÉOLE

La commune de Loupiac-de-la-Réole réalise la deuxième révision de sa carte communale établie en 2005. La première révision, datant de 2006, avait pour objet la création d'une zone d'activité intercommunale.

L'objet de cette deuxième révision est d'intégrer en zone constructible un terrain communal et de maintenir une capacité d'accueil constante en retravaillant le zonage sur certains hameaux ou parcelles à vocation agricole ou n'ayant pas utilisé leur droit à bâtir depuis l'élaboration de la carte initiale.

La collectivité souhaite limiter les effets linéaires du zonage et prendre en compte les seuils de croissance que lui affecte le projet de SCOT Suf Gironde en cours d'élaboration. Dans ce contexte, la capacité globale de constructibilité n'est pas accentuée et est même diminuée. Les terrains ouverts à la construction sont majoritairement concentrés au sein du bourg (processus de densification) les hameaux ne gardant que des possibilités de remplissage des dents creuses au sein des constructions existantes.



### 1.1. LE BOURG

Cette gestion économe de l'espace par densification du bourg est permise grâce à la maîtrise foncière d'une parcelle. Ce levier d'action est le garant d'orientations municipales cohérentes et maîtrisées telles que l'optimisation du nombre de constructions, leur regroupement et le développement de l'accession sociale à la propriété pour des ménages à petits revenus. Une part de locatif privé est également prévue. Ces deux mesures sont de nature à favoriser la mixité sociale à l'échelle d'une commune comme Loupiac de la Réole.

Suite au retrait de quelques zones constructibles (2,04 ha) et au repositionnement des autres, subsistent 4,15 ha à urbaniser potentiellement parmi les 26,60 ha que compte la zone U. Cette surface constructible correspondrait potentiellement à 37 nouveaux lots en se basant sur un dimensionnement des lots constructibles de 1100 m<sup>2</sup>.

Globalement l'étude des contraintes associées à la mise en constructibilité des terrains fournit le tableau suivant :



Type de réseau	Situation
Eau potable	Réseau présent et suffisant
Electricité	Réseau présent et suffisant
Incendie	Réseau présent et suffisant
Assainissement	Assainissement individuel

La desserte en termes d'eau potable, d'électricité et de protection contre les incendies est satisfaisante. L'assainissement individuel, inévitable du fait de l'absence de réseau collectif, représente le seul point négatif. Des mesures spécifiques sont d'ores et déjà adoptées afin de limiter au maximum les éventuelles nuisances du fonctionnement de ces installations sur le milieu naturel.

## 1.2. LA ZONE D'ACTIVITÉ INTERCOMMUNALE «LA RÉOLE ÉCOPÔLE»

Sa vocation est l'accueil d'entreprises afin de satisfaire certains besoins communautaires et de lui fournir une nouvelle dynamique en termes d'emplois et d'opportunités de services. La définition de cette ZAI permet d'endiguer la pénurie connue depuis quelques années, au sein de la CDC, de foncier non bâti à destination d'activités économiques.

Comme sa dénomination l'indique, il s'agit d'une zone éco-responsable dans laquelle le cahier des charges vise à limiter au maximum son impact sur l'environnement. Actuellement, une entreprise de constructions de maisons en bois (TCB) est déjà implantée sur le site.

La surface de cette zone est de 14,9 ha dont 13 sont encore libres et ouverts à la construction.

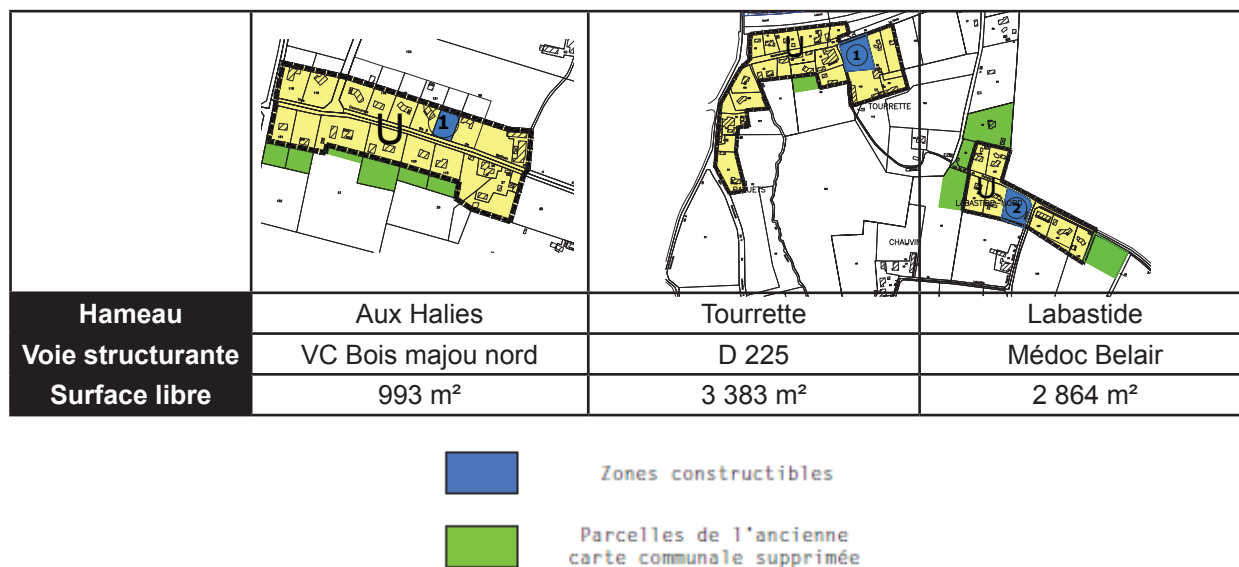


Schéma de la ZAI avec la localisation de l'entreprise existant  
Source : Communauté de communes

Les réseaux sont bien présents et satisfaisants. Seul le caractère individuel de l'assainissement constitue une menace qu'il faudra traiter afin de limiter l'impact sur le milieu naturel. La structuration de la zone d'activités et les aménagements paysagers associés devraient permettre de limiter de façon importante cet impact.

### 1.3. LES HAMEAUX

Conformément à la politique communale, aucun renforcement des possibilités à bâtir n'est envisagé dans les hameaux. Même les zones déjà ouvertes à la construction par la précédente carte communale ont été réduites de manière à limiter les effets de linéarisation de l'urbanisation. Il s'agit, comme l'indiquent les cartes ci-dessous, de comblement de dents creuses dans les zones déjà urbanisées de ces hameaux.



Dans le cadre de l'étude des réseaux nécessaires à la viabilisation de ces terrains, le tableau récapitulatif est le suivant :

Type de réseau	Aux Halies	Tourrette	Labstide
Eau potable	Réseau présent et suffisant	Réseau présent et suffisant	Réseau présent et suffisant
Electricité	Réseau présent et suffisant	Réseau présent et suffisant	Réseau présent et suffisant
Incendie	Réseau présent et suffisant	A renforcer	A créer
Assainissement	Assainissement individuel	Assainissement individuel	Assainissement individuel

En terme de protection des personnes, on note des lacunes dans le réseau de points d'eau destinés à la lutte contre les incendies à créer ou à renforcer pour deux des trois hameaux concernés.

En terme d'assainissement, l'absence de système collectif est un point négatif.

### 1.4. LE RESTE DU TERRITOIRE

Il est qualifié de non constructible et seules les extensions des constructions existantes ou leur aménagement ainsi que les constructions nécessaires à l'activité agricole sont autorisées.

On note une lente érosion du nombre d'exploitations agricoles et la mise aux normes de celles restantes, limitant de ce fait leur impact négatif sur l'environnement.

## 1.5. CONCLUSIONS

L'étude des projets de cette nouvelle carte communale montre clairement qu'elle n'a pas vocation à ouvrir beaucoup de nouveaux terrains à l'urbanisation. Son objectif est plutôt de réorganiser les zones constructibles vers des terrains sous maîtrise communale afin d'être en cohérence avec la politique locale et le PLH, notamment en matière de **densification des zones déjà urbanisées et d'amélioration de la mixité sociale**.

Au regard de l'évaluation environnementale se dégagent donc quatre points sensibles qui sont :

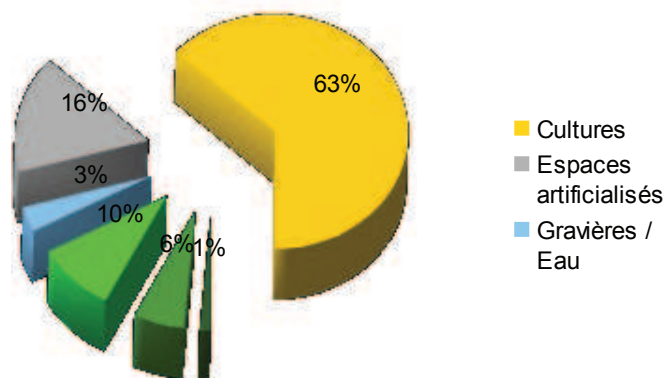
- **la consommation des espaces** (notamment agricoles) ré-orientés vers des usages résidentiels ou industriels,
- **le risque d'introduction d'espèces exotiques envahissantes**, notamment végétales, dans les aménagements paysagers accompagnant les nouvelles constructions,
- **l'augmentation des surfaces imperméabilisées** dans le cadre de l'urbanisation,
- et surtout **l'assainissement avec son caractère individuel** sur l'ensemble de la commune.

Ce dernier point nécessite une prise en compte toute particulière, d'autant que certains projets de construction se trouvent sur des sites où la capacité du sol a été jugée mauvaise. Lors de l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement, des mesures de limitation de ces effets seront proposées afin d'allier au mieux développement économique et humain et protection de l'environnement.

## 2. PRÉSENTATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMUNAL

### 2.1. L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Sur la commune, 63 % des surfaces sont concernées par des cultures : terres arables essentiellement et quelques vignes. Un peu plus de 17 % des terres sont couverts par des milieux semi-naturels que sont les prairies, les bois et les friches. Ce territoire a donc essentiellement une vocation agricole et connaît relativement peu de déprise (6 % seulement de zones en friches).



**Les bois**, éléments structurants du paysage et habitats complémentaires des zones herbacées, sont relativement peu présents. Ils le sont surtout sous forme de bosquets. Parsemés sur le territoire, cela permet d'offrir quelques zones de refuge et de nourrissage pour certaines espèces mais ils semblent trop peu abondants et reliés pour accueillir réellement des espèces inféodées aux milieux forestiers. Seule la partie Nord, avec la ripisylve du ruisseau « le Nauton », présente une certaine continuité, restreinte toutefois à la proximité immédiate de ce collecteur. De même, le relief plus abrupt des pieds de coteaux de la vallée de la Garonne autorise la présence d'une végétation plus naturelle relictuelle le long du canal latéral à la Garonne.

L'étude à priori des espaces naturels et agricoles de la commune de Loupiac-de-la-Réole ne met pas en évidence la présence d'espèces ou d'habitats remarquables et/ou menacés. Ce point est confirmé par les données de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et de faune-aquitaine qui ne recensent que des espèces relativement communes.



Classe	Nom latin	Nom vernaculaire	Statut	Source
Mammifères	Capreolus capreolus	Chevreuril européen	LC	INPN
	Rattus norvegicus	Rat surmulot	NA	INPN
Oiseaux	Mottacilla alba	Bergeronnette grise	LC	faune-aquitaine
	Carduelis carduelis	Chardonneret élégant	LC	faune-aquitaine
	Athene noctua	Chevêche d'Athéna	LC	faune-aquitaine
	Bubulcus ibis	Héron garde-boeufs	LC	faune-aquitaine
	Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir	LC	faune-aquitaine
	Carduelis chloris	Verdier d'Europe	LC	faune-aquitaine
Libellules	Ischnura elegans	Agrion élégant	LC	faune-aquitaine
	Calopteryx haemorrhoidalis	Caloptéryx hémorroidal	LC	faune-aquitaine
	Calopteryx virgo meridionalis	Caloptéryx vierge méridional	LC	faune-aquitaine
	Cordulegaster boltonii	Cordulégastre annelé	LC	faune-aquitaine
	Chalcolestes viridis	Leste vert	LC	faune-aquitaine
Papillons	Pyronia tithonus	Amaryllis	LC	faune-aquitaine
	Cacyreus marshalli	Brun des Pélargoniums	NA	faune-aquitaine
	Gonepteryx rhamni	Citron	LC	faune-aquitaine
	Maniola jurtina	Myrtil	LC	faune-aquitaine
	Aglais io	Paon du jour	LC	faune-aquitaine
	Colias crocea	Souci	LC	faune-aquitaine

LC=aucune inquiétude pour la survie de l'espèce à l'état sauvage

NA = non applicable (utilisé pour les espèces exotiques et/ou considérées comme nuisibles)

Sources :

Liste rouge mondiale de l'UICN (2012)

Statut Mammifères : Liste rouge des mammifères continentaux de France métropolitaine (2009)

Statut Oiseaux : liste rouge des oiseaux nicheurs de France métropolitaine (2008) ou Liste rouge des oiseaux non nicheurs de France métropolitaine, de passage (2011) ou Liste rouge des oiseaux non nicheurs de France métropolitaine, hivernants (2011)

Statut Libellules : European redlist of dragonflies

Statut Papillons : Liste rouge des rhopalocères de France métropolitaine (2012)

Malgré le manque de données floristiques, les informations relatives à la faune ci-dessus indiquent une **biodiversité ordinaire**. Ce caractère est confirmé par l'absence de zonage à caractère environnemental ou paysager.

Toutefois, la **faible expansion d'espaces naturels** sur le territoire de la commune leur confère un caractère précieux qu'il s'agit de protéger.

## ■ 2.2. LE SITE NATURA 2000 DE LA GARONNE

La commune de Loupiac-de-la-Réole, si elle ne dispose pas de zonage environnemental traduisant un caractère naturel remarquable, est entourée de **3 zones Natura 2000** :

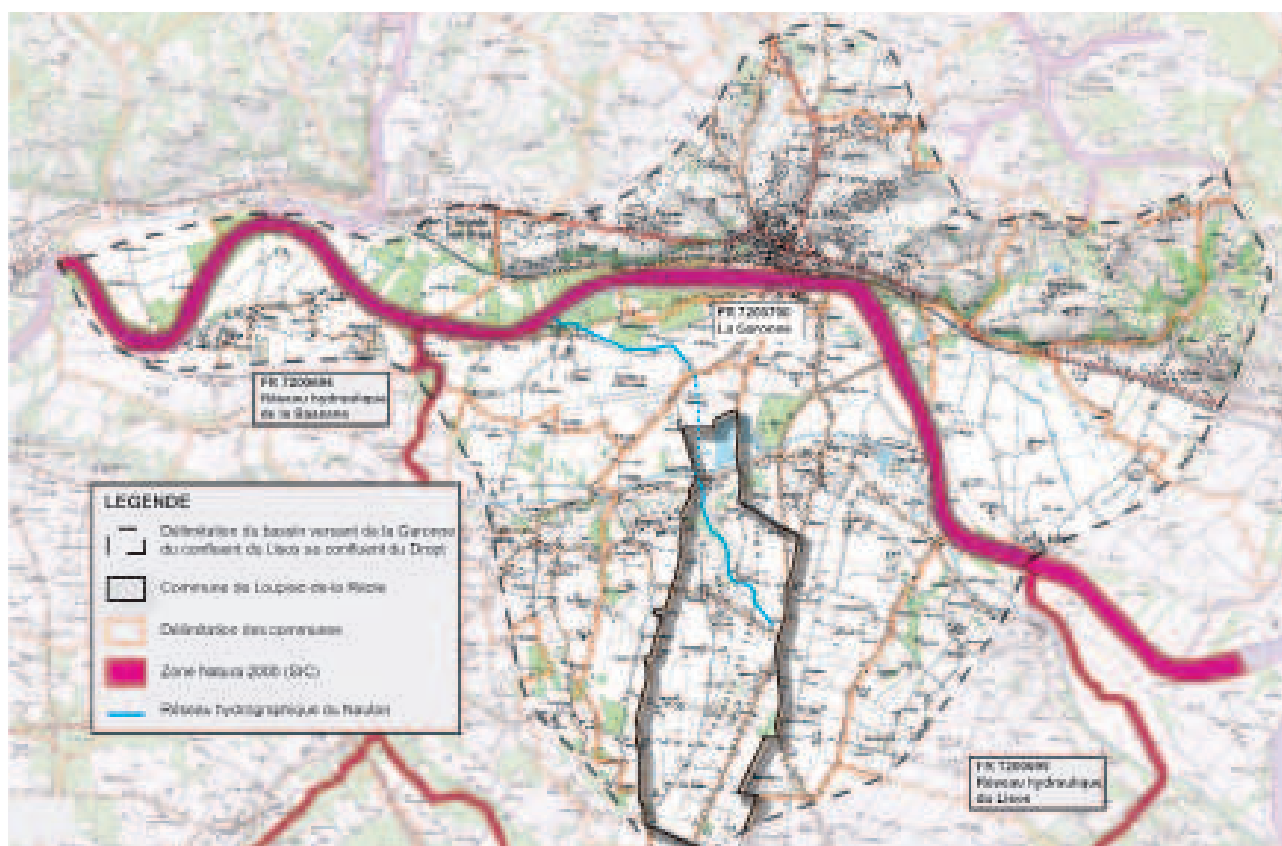
- la Garonne (FR7200700) au nord
- le réseau hydrographique de la Bassane (FR7200694) à l'Ouest et au Sud-Ouest
- le réseau hydrographique du Lisos (FR7200695) à l'Est et au Sud-Est.

Le caractère hydraulique des trois sites concernés, la présence des réseaux hydrographiques et de leurs bassins versants permettent raisonnablement de penser qu'un défaut de prise en compte des projets pourrait avoir une influence négative pour ces sites sur des aspects quantitatifs et/ou qualitatifs. Une **présentation complémentaire des sites potentiellement impactés par leur proximité** et une étude des incidences qui pourraient les affecter est donc nécessaire.

L'étude plus approfondie des bassins versants et du relief montre cependant que la commune appartient en totalité au bassin versant de la Garonne. En effet, les réseaux hydrographiques de la Bassane et du Lisos, proches du Sud de la commune ne peuvent se situer dans l'aire d'influence des projets qui s'y déroulent au vu de la topographie du lieu (courbes altimétriques décroissantes vers le Nord). Cette constatation exclut donc des impacts éventuels de cette carte communale sur les sites Natura 2000 du Lisos et de la Bassane (eux-mêmes affluents de la Garonne).

Le seul site Natura 2000 potentiellement concerné est donc celui **de la Garonne** (FR7200700). Le site de la Garonne en Aquitaine représente une surface de 5 626 ha. Il est classé en tant que principal axe de migration et de reproduction des espèces piscicoles amphihalines.

Si cet aspect est le principal cité pour la protection du fleuve, ses fonctions majeures sont plus larges. Elles sont d'ordres sanitaire, environnemental, alimentaire et récréatif. Ces usages à préserver participent à la décision de classement en zone Natura 2000 de ce territoire.



A la date de validation de cette carte communale, le Document d'objectif diagnostiquant le territoire, ses enjeux et fixant les orientations de préservation des espaces naturels n'est pas validé. Toutefois, le formulaire standard de données fournit les espèces et habitats d'intérêt communautaire ciblés sur ce fleuve. La liste des espèces ainsi que leur statut de conservation est la suivante :

Nom Latin	Nom vernaculaire	Statut	Conservation
<b>FAUNE PISCICOLE</b>			
<i>Petromyzon marinus</i>	Lamproie marine	Reproduction	Bonne
<i>Lampetra fluviatilis</i>	Lamproie fluviatile	Reproduction	Bonne
<i>Lampetra planeri</i>	Lamproie de Planer	Résidence	Bonne
<i>Acipenser sturio</i>	Esturgeon d'Europe	Reproduction	Moyenne
<i>Alosa alosa</i>	Grande Alose	Reproduction	Bonne
<i>Alosa fallax</i>	Alose feinte	Reproduction	Bonne
<i>Chondrostoma toxostoma</i>	Toxostome	Résidence	Bonne
<i>Rhodeus sericeus amarus</i>	Bouvière	Résidence	Bonne
<i>Salmo salar</i>	Saumon d'Atlantique	Concentration	Moyenne
<b>FLORE</b>			
<i>Angelica heterocarpa</i>	Angélique à fruits variables	Résidence	Excellente

A ce jour, le périmètre du site Natura 2000 de la Garonne en Aquitaine se limite au lit mineur. La classe d'habitat référencée est donc celle des **Eaux douces intérieures** (eaux stagnantes, eaux courantes). La présence de l'Angélique à fruits variables (*Angelica heterocarpa*), indicatrice des mégaphorbiaies oligohalines et à forte valeur patrimoniale montre l'importance de la préservation des berges à pente moyenne de la Garonne. Pour cette espèce, la vulnérabilité majeure est donc **d'ordre physique**.

Les autres espèces du formulaire étant piscicoles, les vulnérabilités ne sont plus seulement d'ordre physique. Il est visible que pour cinq des neuf espèces d'intérêt communautaire recensées, la Garonne constitue un lieu de reproduction. La **vulnérabilité physique** de cette zone sera plutôt de l'ordre de la protection et de la restauration des frayères. Toutefois, ces populations sont également vulnérables au regard du **prélèvement des ressources** (pêche professionnelle notamment) et de la **qualité physico-chimique** de leur milieu de vie. Ce dernier aspect est celui qui recouvre la plus grande aire d'action puisque sont alors concernés tous les affluents du fleuve.

### 3. ÉTUDES DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

#### 3.1. ENJEUX RELATIFS A LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Lors de la présentation des orientations de la carte communale, les projets de constructions nouvelles ont été localisés. Toutes les parcelles ouvertes à l'urbanisation à vocation résidentielle sont placées dans la continuité des parties actuellement urbanisées qui structurent déjà le paysage. De plus, cette nouvelle carte communale n'accroît pas les possibilités de construction mais retire 1,52 ha constructibles par rapport au zonage du précédent document. Si des surfaces potentiellement agricoles ou naturelles sont donc à d'autres usages, cela est fait dans le respect des zonages pré-existants et du paysage, évitant ainsi les **effets de mitage**. De plus, l'ensemble des surfaces concernées recouvre 5,06 ha, soit environ 1 % de la superficie communale.

En ce qui concerne le projet relatif à la zone d'activité intercommunale, l'emprise est plus importante avec une surface de 14,9 ha potentiels à construire dont 13 restent libres. Le cahier des charges établi pour les constructions s'implantant sur ce site précise que 25 % du terrain doit rester non revêtu. L'organisation de cette zone tient donc compte de la nécessité d'avoir des espaces naturels subsistant et ceux-ci pourront s'exprimer dans ces zones intermédiaires. L'impact concerne donc plutôt la perte de terres agricoles puisque certaines de ces parcelles étaient cultivées par le passé.



De plus, la réflexion dans le cahier des charges de cet écopôle autour de **l'implantation des locaux et de leur intégration paysagère** permet de limiter au maximum les effets négatifs observés.

Ces projets d'urbanisation concernent au total une surface de 20 ha, représentant **3,8 % de la superficie communale**. Même si l'impact n'est pas nul, il est limité et n'est pas significatif relativement aux enjeux environnementaux.

### ■ 3.2. ENJEUX RELATIFS AUX ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Une partie de la perte de la biodiversité jugée autrefois ordinaire est due à la compétition avec des **espèces exotiques envahissantes** qui, implantées dans nos espaces, deviennent de fortes rivales des autochtones. Ce phénomène entraîne des diminutions inquiétantes des espèces communes et met en danger d'extinction des espèces déjà peu représentées. Il est donc indispensable dans chaque projet d'aménagement de sensibiliser les entrepreneurs à ce problème et de leur fournir des recommandations pour éviter l'implantation d'espèces invasives, notamment végétales dans le cadre d'aménagement paysager de la zone d'activité, par exemple. Le cahier des charges de l'écopôle fournit une liste des plantes conseillées pour leur caractère autochtone, adaptées au milieu local et leur intérêt pour la faune et l'esthétisme. Des essences à éviter et proscrites sont également listées pour éviter l'implantation de plantes envahissantes par méconnaissance. Cette liste pourra être utilement étendue au regard des connaissances sur le caractère invasif des plantes et à d'autres projets locaux de constructions afin d'enrayer l'implantation volontaire de telles espèces.

L'absence de plantation d'espèces exotiques envahissantes pour l'aménagement paysager des nouvelles constructions évitera leur propagation vers le site Natura 2000 proche, **limitant ainsi un effet significatif en termes de disparition d'espèces végétales**.

### ■ 3.3. ENJEUX RELATIFS À LA QUANTITÉ D'EAU

La commune se situant dans le bassin versant de la Garonne, les précipitations qui tombent sur son territoire sont pour partie évacuées vers ce fleuve. Or, les milieux qui se sont développés, notamment en berges du fleuve y ont trouvé un équilibre subtil et fondamental entre période inondée et sèche. Une augmentation trop importante de la surface imperméabilisée risquerait d'entraîner un afflux accru de masses d'eau vers le fleuve et de perturber ces équilibres fragiles (par augmentation du niveau moyen de l'eau par exemple).

Dans le cadre de cette carte, il est visible que **l'augmentation de la surface imperméabilisée restera relativement faible** en comparaison des zones disponibles pour l'absorption des précipitations. En effet, pour les nouvelles résidences, la proximité des infrastructures de déplacement n'engendre pas la nécessité d'en réaliser de nouvelles. Seule, l'emprise elle-même des bâtiments doit donc être prise en compte.

Malgré une grande dimension des terrains (1200 m<sup>2</sup> minimum), l'intégralité ne sera pas viabilisée. Les derniers chiffres de l'INSEE relatifs à la surface des logements en 2006 donne une moyenne de 111 m<sup>2</sup>. En considérant que cette valeur est en augmentation constante et en prenant en compte les annexes et autres surfaces imperméabilisées, il semble raisonnable de considérer que chaque résidence retiendrait désormais les précipitations sur 120 m<sup>2</sup> en moyenne.

La mise en construction des 42 lots disponibles engendrerait donc une augmentation de la surface imperméabilisée de 0,5 ha. Avec une précipitation moyenne de 664 mm par an (moyenne calculée à Ste Gemme sur 7 ans entre 2006 et 2012), le volume non absorbé par ces zones serait de 3 320 m<sup>3</sup>. Ce volume sera absorbé en partie par les zones adjacentes non imperméabilisées vers lesquelles il s'écoulera (jardin, espaces entre les bâtiments, ...).

Le volume supplémentaire qui s'écoulera directement vers le réseau hydrographique rejoindra soit un fossé communal intermittent, soit le Nauton, ruisseau intermittent dans son premier tiers puis permanent. Le caractère d'assec temporaire de ces collecteurs permettra d'absorber une partie de ce volume supplémentaire.

Enfin, à Tonneins (Lot-et-Garonne – station en fonctionnement la plus proche de Loupiac-de-la-Réole), le débit de la Garonne est de 600 m<sup>3</sup>/s (source hydro-eaufrance, mai 2013). Dans l'hypothèse où l'ensemble de ce volume serait rejeté directement dans le fleuve, il aurait **peu d'effet en comparaison des masses d'eau** mises en jeu par ce fleuve (volume équivalent à celui écoulé en moyenne en 6 s) . Cette constatation et les **effets tampons** cités précédemment limitant le volume concerné permettent de conclure à l'absence d'augmentation significative du volume d'eau conduit vers la Garonne dans le cadre de l'urbanisation résidentielle de la commune.

En ce qui concerne la **zone d'activité**, son caractère d'écopôle a conduit à une réflexion accrue quant à la destination des eaux de surface qui ne peuvent plus s'infiltrer. Le cahier des charges relatif à l'implantation des nouvelles entreprises les encourage fortement à envisager la récupération des eaux pluviales à des fins telles que l'arrosage des espaces verts, le lavage d'outils, de surfaces, de véhicules (usages hors alimentaire ou hygiène corporelle).

Un système de **noues paysagères** est mis en place permettant la collecte, l'infiltration et le traitement des eaux superficielles qui y sont conduites (en ralentissant leur écoulement et en les collectant sur des zones perméables).

L'imperméabilisation est donc **compensée** par un système favorisant l'infiltration de l'eau dans le sol sur le site même. Sur les 14 ha de terrains ouverts à la construction, il est stipulé que l'emprise des bâtiments ne doit pas excéder 60 % de leur superficie et que 25 % en particulier doivent rester non revêtus. Les 15 % de marge entre ces deux valeurs représentent les annexes des bâtiments et les zones de stationnement et d'entreposage qui ne sont pas toujours complètement imperméabilisées (emploi de dalles alvéolées perméables par exemple).

L'hypothèse haute de 75 % de surface bâtie et non équipée de récupérateur empêcherait l'infiltration de 70 500 m<sup>3</sup> d'eau. Ce volume sera pris en charge par le système de noues pour un retour par infiltration dans le milieu naturel et sans rejet direct dans le réseau hydrographique alimentant la Garonne. Si des niveaux de précipitations exceptionnels devaient intervenir, le volume d'eau susceptible de rejoindre la Garonne serait de faible ampleur au regard de ce qu'elle draine, d'autant qu'il sera fortement diminué.

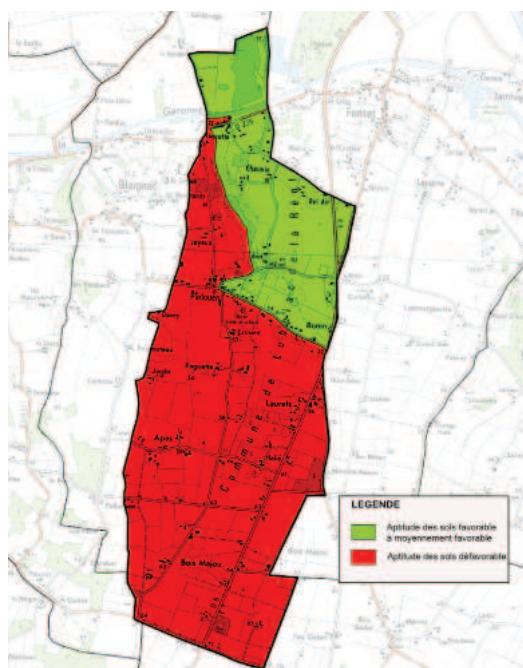
Dans ce contexte, l'accroissement des zones imperméabilisées se limitera donc au strict minimum et les aménagements additionnels impliquent que le peu de surfaces concernées n'aura **pas d'impact significatif sur le site Natura 2000 en ce qui concerne les quantités d'eau**.

### ■ 3.4. ENJEUX RELATIFS A LA QUALITÉ DE L'EAU

L'étude des projets de construction de la commune a montré un point négatif principal que représente **l'absence d'assainissement collectif**.

Le recours à l'assainissement individuel est donc inévitable mais il impose des mesures particulières car la capacité des sols relative à cet usage a été jugée défavorable sur une part essentielle de la zone urbaine de la commune.

Le Schéma Directeur d'assainissement préconise une surface de lot avec 2500 m<sup>2</sup> et un sur-dimensionnement des systèmes d'absorption des eaux traitées. De plus, le Syndicat a rendu obligatoire une étude de sol préalablement à toute installation ou réfection d'un assainissement non collectif, afin d'implanter la filière la mieux adaptée et optimiser ainsi, la qualité des rejets.



Un entretien avec le technicien responsable du SPANC permet d'affiner la situation locale.

Les assainissements individuels présents sur le territoire ont fait l'objet d'un contrôle et **74 % d'entre eux sont aux normes**. Un certain nombre de systèmes est composé de fosses étanches pour les eaux vannes doublées de bacs dégraisseurs avec rejet des eaux traitées dans le milieu naturel. Il n'existe plus sur le territoire de déversement d'eau ne bénéficiant d'aucun traitement. Ces systèmes vont faire l'objet d'un **vaste programme de réhabilitation** de la part du Syndicat à partir de l'an prochain.

En matière de qualité infiltratoire des sols, il y a une grande hétérogénéité des situations mais globalement les vitesses d'infiltration sur la partie défavorable identifiée au SDA avoisinent les 3m/s. Dans ces situations, les solutions de traitement vont vers des filtres à sable avec rejet prolongé par des systèmes de dispersion surdimensionnés pouvant atteindre 300 m<sup>2</sup> libres de toute occupation et d'un seul tenant.

A ce titre, une surface minimale de 2500 m<sup>2</sup> est exagérée et il convient de s'orienter vers des surfaces comprises entre 1200 et 1500 m<sup>2</sup> pour satisfaire à un assainissement aux normes.

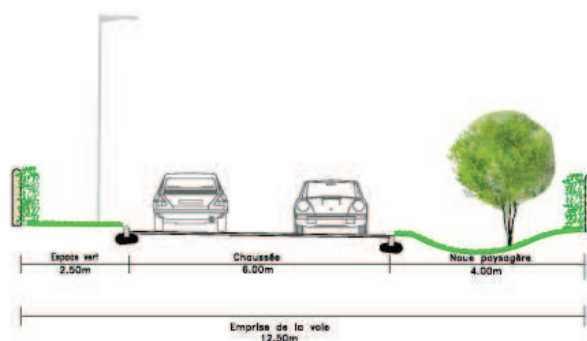
Par la suite, les eaux non dispersées (essentiellement en période de fortes précipitations) font l'objet de rejets dans les fossés communaux ou départementaux bordant les voies, suivant autorisation.

En continuité, un fossé communal collecte les eaux résiduelles avec rejet dans le ruisseau du Nauton. Toutefois, moins de 2 % des eaux résiduelles atteignent ce ruisseau, compte tenu de la longueur du parcours des eaux dans les différents fossés enherbés qui améliorent l'infiltration et l'épuration.

Les eaux traitées sur la partie favorable du SDA sont gérées en infiltration après les systèmes de traitement.

L'assainissement de la zone d'activité également prévu en individuel bénéficie d'un système de noues d'infiltration servant à la fois pour les eaux de la plate forme routière et pour la dispersion des eaux traitées issues des systèmes d'assainissement.

Le caractère planté et enherbé de ces noues leur permet de ralentir le flux d'eau qui s'y écoule et d'optimiser leur traitement (infiltration favorisée par les réseaux racinaires et fixation des particules par les végétaux).



Il apparaît ainsi que le système d'assainissement individuel est satisfaisant ne provoquant pas d'incidence majeure sur le milieu naturel environnant et que ce fonctionnement n'a pas d'impact significatif sur la qualité des eaux du site Natura 2000.

### ■ 3.5. CONCLUSION

L'étude des projets communaux et communautaires de la commune de Loupiac-de-la-Réole et des sensibilités du site Natura 2000 de la Garonne situé à proximité a permis d'identifier les enjeux et les impacts potentiels de ces aménagements sur ce site fragile et exceptionnel.

De nombreux aménagements ont été proposés afin d'assurer une pérennité aux zones naturelles et agricoles sur la commune, d'éviter une banalisation paysagère avec des espèces exotiques envahissantes et de traiter les masses d'eau supplémentaires générées par les nouvelles constructions (en termes de qualité et de quantité).

La prise en compte de ces aménagements sur les différents enjeux permet de conclure à une évaluation environnementale plutôt positive et à l'absence d'incidence significative de cette carte communale sur le site Natura 2000 de la Garonne.